

Bilan de santé de la Politique agricole commune : un compromis décevant sans orientation claire

Le compromis des 27 ministres Européens de l'agriculture sur le bilan de santé de la Politique agricole commune du 20 novembre est décevant, car il ne propose pas de direction claire à ce que sera la PAC après 2013.

D'un côté il désorganise les marchés agricoles qui ont besoin de régulation, et de l'autre il reste timoré sur le transfert des aides pour faire face aux défis environnementaux et ruraux de l'Europe. Ces ajustements de la PAC manquent de cohérence pour bénéficier d'un soutien de l'opinion publique, soutien qui sera nécessaire à l'heure de la révision du budget européen.

Si des aménagements restent possibles dans les Etats membres, notamment pour redistribuer des aides vers les secteurs en difficulté ou vers l'environnement, ou encore pour réduire les écarts dans l'attribution des aides reçus par les agriculteurs, les organisations signataires demandent la mise en place d'une nouvelle gouvernance pour décider de la mise en œuvre du bilan de santé en France.

Les choix qui seront faits induiront de nombreux impacts sur l'environnement, les territoires et la santé. Les questions agricoles touchant l'ensemble de la société, il est grand temps que les collectivités territoriales et les organisations de la société civile soient considérées comme des parties prenantes à part entière dans la définition de la politique agricole.

Au delà du bilan de santé et sans attendre 2013, la refondation de la politique agricole européenne est urgente. En tant qu'organisations représentatives de la société civile française, nous restons mobilisés sur l'avenir de la Politique Agricole Commune, afin qu'elle recouvre sa légitimité et s'engage sur la voie d'une politique européenne alimentaire, environnementale et rurale durable, plus juste entre les producteurs et plus solidaire des pays en développement.

Organisations signataires : *Les Amis de la Terre, Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), Confédération paysanne, Fédération nationale de l'agriculture biologique des régions de France (FNAB), Fédération nationale des centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (FNCIVAM), Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, association 4D (Dossiers et débats pour le développement durable), Réseau action climat, WWF France.*

Contacts

Samuel Féret : +33 6.08.83.12.35 – samuel.feret@gmail.com
Ambroise Mazal, CCFD : +33 6.79.44.33.81 – a.mazal@ccfd.asso.fr
Bernard Cressens, WWF : +33 6.12.06.16.55 – B.Cressens@wwf.fr

A lire aussi notre note de synthèse : « Bilan de santé de la Politique agricole commune : un compromis de transition avant la nécessaire refondation ».